

La petite enfance au prisme de la crise sanitaire : deux ou trois choses que je sais d'elle

Par Michelle Fracheboud

« Les Barbares habitaient dans
les angles tranchants
Des cités exilées au large des
business
Ils rivaient leurs blousons
d'étranges firmaments
Où luisaient la folie, la mort et
la jeunesse
La nuit le haut-fourneau
mijotait ses dollars
La fumée ruisselait sur nos
casques rouillés
Dans le vestiaire cradingue,
cinq minutes volées
A la fumée, au feu, au bruit, au
désespoir »

(*Les barbares*, Bernard Lavilliers)

Chaque jour, les êtres humains tout autour du monde s'activent, produisent des biens et des services, font tourner la grande machine économique afin de gagner leurs vies et d'enrichir quelques-uns. C'est le travail de production. Mais à côté de celui-ci existent d'autres activités, celles de reproduction. En effet, le monde est perpétuellement à reconstruire : les corps doivent être

nourris, réconfortés et soignés ; les rues, les maisons doivent être nettoyées ; les enfants doivent être mis au monde, élevés, éduqués ; les communautés ont besoin d'être rassemblées, protégées. La société patriarcale a divisé les tâches : aux hommes le travail de production, aux femmes celui de reproduction. Le capitalisme s'est appuyé sur ce partage pour justifier que le second soit effectué gratuitement, ou pour des salaires modestes, travail pourtant indispensable pour produire et reconstituer la force de travail dont le capital a besoin pour fonctionner. « Ce travail fournit les prérequis – matériels, sociaux, culturels – indispensables aux sociétés humaines en général, et à la production capitaliste en particulier. Sans cela, ni la vie, ni la force de travail ne pourraient s'incarner dans les êtres humains » (Arruzza, Bhattacharya et Fraser, 2019, p. 41). Pour générer du profit pour quelques-uns, il n'y a guère d'autres moyens que de se payer sur la part des autres et d'accaparer les biens communs. « Non seulement ce système vit en exploitant le ▲

▲ travail salarié, mais également en pillant la nature, les biens publics et le travail non rémunéré qui permet aux individus et aux communautés de se reproduire. Animé par une quête incessante de profit illimité, le capital étend son empire sans payer la moindre contrepartie permettant de remplacer ou de renouveler ce qu'il exploite ou détruit pour y parvenir (sauf quand il y est forcé)» (Arruzza, Bhattacharya et Fraser, 2019, p. 34). J'en entends déjà certain·e·s grincer des dents: bon d'accord, un petit cours d'économie, mais qu'est-ce que cela a bien à voir avec la petite enfance? En quoi cela colore-t-il notre travail auprès des enfants?

La crise sanitaire que nous venons de traverser a mis largement en lumière le caractère indispensable de ce travail de reproduction, qu'il s'agisse du domaine de la santé, de l'éducation, du nettoyage, de la distribution alimentaire, etc. Les femmes, majoritaires dans ces tâches, ont été en première ligne. Dans les autres domaines, elles ont souvent dû accomplir leurs tâches professionnelles, tout en assurant l'école à la maison, la garde des enfants et l'intendance multipliée par la présence constante de tout ce monde dans la sphère familiale. Concernant l'accueil et l'éducation des jeunes enfants, la Suisse a

soudainement découvert «l'importance systémique» des institutions de la petite enfance. Ceux qui s'imaginaient que le télétravail était la solution bon marché pour concilier travail professionnel et travail reproductif ont découvert les limites de la chose. Des voix se sont élevées pour demander que la petite enfance devienne un service public, comme l'école. En effet, cette crise a mis en lumière la fragilité des institutions: sans la contribution financière des parents, les structures se trouvent rapidement en difficulté. Rappelons que la Suisse est un mauvais élève à ce sujet: en comparaison internationale, la part payée par les parents y est bien plus importante (25 % dans les pays limitrophes, contre 40 à 70 % en Suisse selon les cantons¹).

Si le Conseil fédéral a rapidement mis en place des soutiens conséquents tous azimuts, les structures d'accueil ont été laissées de côté, au motif que cette question est du ressort des cantons et des communes. Le Parlement lui a ensuite forcé la main, mais le réconfort a été de courte durée: seules les crèches privées en bénéficieront. Même son de cloche pour les indemnités de réduction de l'horaire de travail (chômage à temps partiel). Avec quel effet sur l'avenir de l'accueil de

1-Voir par exemple <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40485.pdf>

l'enfance ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais on peut se demander si les communes qui avaient signé une garantie de déficit ne vont pas y réfléchir à deux fois avant de participer à la mise en place de nouvelles structures ou encore se désengager, refiler le morceau à des entreprises de crèches qui elles pourront, en cas de nouvelle crise, toucher des aides ? Relevons qu'en ce qui concerne les entreprises d'aviation par exemple, la Confédération n'a pas hésité à allouer des montants indécentes, sans aucune contrepartie, alors qu'on connaît leur impact climatique exponentiel. Quant aux sociétés cotées en Bourse, beaucoup d'entre elles ne se sont pas privées de verser des dividendes à leurs actionnaires, malgré la crise et cela après avoir profité d'emprunts sans intérêts garantis par l'Etat...

Si un timide débat a débuté sur la possibilité de faire des crèches un service public ou tout au moins de les renflouer, voire de les renforcer, remarquons tout de même qu'il reste profondément néolibéral : si les crèches doivent survivre et se développer, ce n'est pas pour le « plus » qu'elles pourraient apporter aux enfants. C'est pour que la grande machine économique tourne. Les enfants gênent : il faut qu'ils restent discrets. De plus, grâce à des programmes d'« encouragement précoce », on en fera de bons petits soldats, on

s'assurera qu'ils développent les prérequis leur permettant une certaine aisance scolaire, pour qu'ensuite, ils puissent prendre part au travail productif. « Dans les sociétés capitalistes, le rôle crucial de la reproduction sociale est occulté et nié. Loin d'être apprécié à sa juste valeur, faire des personnes est considéré comme un simple moyen de faire du profit » (Arruzza, Bhattacharya et Fraser, 2019, p. 41).

Cette crise a néanmoins dévoilé bien des éléments que le capitalisme arrive habituellement à cacher sous le tapis : la question de la garde des enfants dépasse la responsabilité des familles puisque, lorsqu'elle n'est plus assurée par les institutions (crèches ou écoles), le modèle du travail salarié s'écroule. De même, on a vu apparaître au grand jour la file des femmes de ménage, employées de maison et autres nounous au statut précaire que leurs employeurs ont lâchement abandonnées au début de la pandémie. Tout un monde invisible qui permet habituellement aux capitalistes de s'approprier la plus-value produite par la masse des salariés. Relevons aussi ce triste constat : les inégalités sociales ont des effets même face à la maladie : ce sont les pauvres qui meurent le plus. Parce que ce sont eux qui effectuent souvent les emplois qui sont en première ligne, parce qu'il leur est plus difficile de s'isoler ▲

▲ physiquement, parce qu'ils hésitent à se faire soigner en raison des coûts, parce qu'ils souffrent d'autres maladies favorisées par les inégalités, comme le diabète par exemple.

L'importance de l'Etat et des services publics a aussi été mise en lumière. Sans leur intervention, nous nous serions retrouvé·e·s dans la situation de certains pays, comme les Etats-Unis, où les files d'attente devant les offices de charité s'allongent à l'infini, où même des membres de la classe moyenne dite «supérieure» se retrouvent à attendre pour un sac de nourriture... Pourtant, aujourd'hui, rien n'assure que les services publics seront renforcés, que les hôpitaux auront plus de moyens, que les professionnel·le·s seront mieux traité·e·s, mieux formé·e·s, mieux rémunéré·e·s. Au contraire, la marchandisation du système de santé continue d'aller son chemin, comme on peut le lire dans la presse : le futur vaccin contre le Covid-19 est à vendre au plus offrant avant même d'être produit, quant aux Etats-Unis, ils ont réussi à s'approprier contre espèces sonnantes et trébuchantes

la quasi-totalité de la production du premier médicament qui fait ses preuves pour sauver la vie des gens lourdement atteints... Quant à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, il faudra encore patienter, au vu des dernières décisions prises par le Parlement².

Le rôle des femmes, dans tous les métiers «de service», a été révélé comme nécessaire au bien de tous : les employées de supermarché, les aides-soignantes, les infirmières, les nettoyeuses, et d'autres encore ont été en première ligne. Elles ne se sont pas défilées, elles ont fait leur travail, sans que le capital puisse bien souvent leur accorder la protection physique nécessaire. C'est que, pour engranger du profit et réduire les coûts, la fabrication de produits médicaux indispensables, comme les masques, a été externalisée à l'autre bout du monde, le personnel a été réduit, des lits d'hôpitaux fermés³. Maintenant que la crise s'apaise, on attend d'elles qu'elles rentrent gentiment dans le rang, qu'elles redeviennent invisibles... Une petite prime ici ou là et merci mesdames, on vous rappellera la prochaine fois. L'histoire se répète : pendant la Première ▲

2-Voir Prezioso, Stéphanie, «Féministes de tous les pays, unissez-vous», *Le Courrier* du 24 juin 2020.

3-Voir par exemple Mounir, Christian, «L'insoutenable légèreté du capitalisme», *Le Courrier* du 13 mai 2020. L'auteur y rappelle également que «Il apparaît ainsi nettement qu'une conjonction de facteurs liés au mode de production capitaliste monopoliste a directement contribué à l'émergence, à la formation et à l'expansion de la pandémie, parmi lesquels toute une série de dysfonctionnements dans sa gestion».



Le feu – Collectif CrrC

▲ Guerre mondiale, le travail des femmes dans les usines de métallurgie ou d'armement a d'abord été célébré mais, dès le conflit terminé, elles ont été licenciées, priées de retourner à leur cuisine ou tout au moins à leurs emplois précédents, dans l'industrie textile par exemple, lesquels étaient bien moins rémunérés. Celles qui protestaient étaient accusées d'avoir « pris le goût de la dépense » et d'être égoïstes⁴.

« La société capitaliste est structurée par deux impératifs étroitement mêlés, mais contradictoires : elle a besoin de *faire du profit* pour subsister quand les êtres humains ont, eux, besoin de *faire des personnes* pour subsister. La "reproduction sociale" se rapporte à ce second impératif. Elle englobe des activités qui permettent de soutenir les êtres humains en tant qu'êtres sociaux incarnés : ils n'ont pas uniquement besoin de manger et de dormir, mais également d'élever leurs enfants, de s'occuper de leur famille et de protéger leur communauté, tout en s'efforçant de réaliser leurs espoirs pour un avenir meilleur. Toutes les sociétés reposent sur ces activités. Cependant, dans les sociétés *capitalistes*, elles servent un autre maître : le

capital, qui a besoin de ce travail de reproduction sociale pour produire et reconstituer la "force de travail". Le capitalisme, qui cherche à s'assurer un approvisionnement suffisant de cette "marchandise particulière" au plus faible coût possible, se décharge de ce travail sur les femmes, les communautés, et les Etats » (Arruzza, Bhattacharya et Fraser, *ibidem*, p. 103).

Il est d'autres victimes, par exemple celles du monde culturel : pourquoi aider des saltimbanques ? Des improductifs/ves qui ne génèrent pas de profits ? Et pourtant, que seraient nos vies sans la culture qui leur donne sens, sans la poésie qui réenchante le monde, sans la musique qui nous emporte ? « Alors que le capital aspire uniquement à accroître ses profits, à l'inverse, les personnes de la classe ouvrière⁵ se battent en tant qu'êtres sociaux afin de mener des vies décentes et riches de sens. Ces buts sont fondamentalement irréconciliables car l'accumulation du capital ne peut se faire qu'au détriment de nos vies. Les pratiques sociales et les services qui sous-tendent nos existences, au sein des familles comme dans le reste de la société, sont une menace pour le profit. Ainsi, le système est animé par la

4-Voir par exemple : « Mesdames, il est temps de rentrer au foyer ! », *L'Humanité*, 24 janvier 2019, récupéré de : <https://www.humanite.fr/article-sans-titre-666655>

5-Les auteures définissent la classe ouvrière aujourd'hui de manière large, c'est-à-dire en y incluant les personnes œuvrant dans le domaine tertiaire, services divers, travail de bureau, etc.

volonté permanente à la fois financière et idéologique, de réduire ces coûts et de saper nos efforts» (Arruzza, Bhattacharya et Fraser, 2019, pp. 106-107).

Prendre conscience de ces enjeux et des forces en présence peut nous amener à désespérer : à quoi bon ? Quel est mon pouvoir propre ? Les forces en présence sont déséquilibrées, mais, nous dit Cynthia Fleury, «le courage est à portée de main. Il est fait de petits gestes au quotidien. (...) l'enjeu est de passer du geste isolé à l'action collective.»⁶ Le courage, c'est le pari du temps long, nous dit encore cette auteure. En tant que professionnel·le·s de l'enfance, nous avons un rôle à jouer pour continuer à affirmer l'importance de lieux d'accueil de qualité, des lieux qui soient avant tout *pour les enfants et leurs familles* plutôt qu'au service du capital. Des lieux qui soient construits non en fonction de pratiques gestionnaires (tant de mètres carrés pour tant d'enfants, tant d'éduc de tel ou tel type, etc.), mais en s'appuyant sur le travail lui-même qui «est préalablement – et devrait être en dernière instance – un mode d'attention aux choses et aux usages» (Fleury, 2019, p. 6). Ainsi, pour reprendre appui sur cette période si étrange du confinement, certains lieux ont-ils su ne pas

laisser toute la place aux considérations sanitaires et faire peser dans la balance les besoins des enfants accueillis (besoins de retrouver des personnes connues et des lieux où ils se sentent en confiance, besoin de jouer, besoin d'adultes disponibles plutôt qu'obnubilés par des impératifs d'hygiène). Fleury rappelle d'ailleurs que «l'homme ne demeure humain qu'à condition de refuser de se dessaisir de sa propre faculté de jugement» (*ibidem*, p. 9). J'ai beaucoup entendu autour de moi que cette crise avait démontré que «les enfants s'adaptent à tout», en effet, ceux-ci ont semblé en règle générale peu affectés par la pandémie, ou par les masques portés par les professionnel·le·s. Tant mieux. Néanmoins, n'oublions pas que, si les enfants sont capables de jouer à cache-cache dans les ruines d'une ville en guerre, cela ne signifie pas que ce genre de vécu ne laisse aucune trace. Toute proportion gardée, il s'agit de peser les intérêts pour mettre en place un accueil qui, sans mettre en danger qui que ce soit, ne lâche rien sur les questions cruciales que sont le sentiment de sécurité, la possibilité de vivre dans un environnement qui ne soit pas bardé d'interdits et qui favorise la vitalité de découvrir de l'enfant, qui évite également de ▲

6-https://www.unige.ch/campus/files/9314/7246/8178/campus102_invite_invitee.pdf

▲ transmettre aux enfants le sentiment que l'autre est un danger.

Les professionnel·le·s ont la responsabilité, en tout temps, de créer des lieux uniques, vivants, toujours prêts à se refaire, à se remettre en question, mais aussi de continuer inlassablement à exiger de la reconnaissance pour leur métier et aussi les moyens suffisants pour le faire « bien », que ce soit en termes de formation, de locaux ou de temps pour penser le travail, en débattre, pour l'ajuster continuellement aux situations rencontrées. Celle aussi d'accueillir chaque enfant pour lui-même, dans une volonté de l'accompagner vers son émancipation, de constituer le socle qui lui permettra de développer un esprit critique, d'être un acteur dans la société et non dans une vue utilitariste. Il n'est pas question de formater sa vie et de la faire rentrer dans une petite case de la grande machine. Il ne devrait pas être question non plus d'asseoir notre travail sur des techniques et autres programmes sophistiqués et normés « prêt-à-penser », qui « séduisent parents et professionnels mis en difficulté, amputés de leur savoir propre, emboînés mais ravis de ne pas avoir à décrypter, à se coltiner ce que "bébé" tenterait de dire, différemment, avec son corps, son regard ou dans des troubles envahissants du comportement, mais

dont la lecture oblige au-delà des postures, une *métis*, soit tactique et esprit de finesse, ruse et sagesse » (Chaplain, 2018, p. 22). C'est que la petite enfance n'échappe pas aux travers du néolibéralisme et « se retrouve, elle aussi, aux prises avec une culture du résultat pour laquelle le chemin parcouru ou à parcourir semble moins important que ce que l'enfant sait faire avec ce qu'il est, ou doit savoir faire pour satisfaire les attentes parentales, professionnelles, sociétales et entrer en conformité » (*ibidem*, p. 23). Travailler à l'émancipation, c'est le contraire de bosser à la reproduction des dominations. Comme le rappelle Ben Soussan, si l'enfant est aujourd'hui considéré comme une personne, « il n'en reste pas moins assujéti, aliéné au pouvoir absolu de ses parents et, de façon plus large, de toutes les "grandes personnes" qui exigent tant de lui, et avant tout qu'il leur apporte de quoi assurer leur narcissisme » (2000, p. 141). C'est vite dit sur le papier, mais bien plus difficile à mettre en œuvre. Cela nécessite l'effort d'en prendre conscience, un effort de distanciation, de compréhension, de regard critique sur notre posture, mais cela met en mouvement. Cela va permettre par exemple, lors du travail avec les enfants, de « ne pas systématiquement les couper dans leurs élans de curiosité, ne pas se placer toujours en position de

Sachant·e et tenter de comprendre le raisonnement de l'enfant, accepter ses méandres pour arriver au but qu'il s'est donné, l'encourager à tester d'autres solutions, le placer en situation de conflit cognitif en variant le matériel, en le faisant faire l'exercice avec d'autres, solliciter leur argumentation et lui donner de la valeur, pointer les failles sans les dénigrer» (Kühni, 2018, p. 67). De se rendre compte que «la réponse trop simpliste du "tu ne peux pas, tu es trop petit·e"

ressemble à s'y méprendre à "tu ne peux pas, tu es une femme"».

En résumé, dans notre travail, comme dans la société en général, il est nécessaire d'affirmer la valeur de ce *prendre soin* sans lequel le monde se délite. «Quand la civilisation n'est pas soin, elle n'est rien», nous dit Cinthia Fleury (*op. cit.*, 2019, p. 48).

Michelle Fracheboud

Bibliographie

Arruzza, Cinzia; Bhattacharya, Tithi et Fraser, Nancy (2019), *Féminisme pour les 99%: un manifeste*, La découverte, Paris.

Ben Soussan, Patrick (2000), *Qu'apporte la littérature jeunesse aux enfants ? et à ceux qui ne le sont plus*. Erès, Toulouse.

Chaplain, Didier-Luc (2018), «Des bébés dans un monde de "oufs"!», in Ratia-Armen-

gol, Dominique (dir.), *Quand les temps changent, les bébés changent-ils ?*, Erès, Toulouse, pp. 15-24.

Fleury, Cynthia (2019), *Le soin est un humanisme*, Gallimard, Paris.

Kühni, Karina (2018), «Des conditions de l'émancipation», *Revue [petite] enfance*, N°126, pp. 61-68.